

**MOKRI AFFIRME QU'ELLE N'EST PAS EN CONTRADICTION AVEC LA CLTD**

# Le MSP lance sa propre initiative politique

**Encore une initiative politique. C'est le MSP qui lance la sienne. Mokri annonce le début imminent de «consultations» avec l'opposition et le pouvoir. Il précise qu'il ne s'agit nullement d'une alternative à la Coordination des libertés et de la transition démocratique.**

**Nawal Imès – Alger (Le Soir)** - Le MSP lance sa propre initiative politique. Son président a tenté hier d'en expliquer les contours. Il s'agit d'une série de consultations que sa formation compte initier sans exclusion. Partis politiques de tous bords et pouvoir seront conviés à y prendre part. Abderrezak Mokri affirme qu'il ne s'agit nullement de tourner le dos à la CNLTD mais de proposer «la propre vision des choses» du MSP. Mokri, qui présidait hier une réunion ordinaire du Madjliss Echoura, explique qu'il s'agit pour sa formation de prendre à témoin l'opinion en tentant de proposer une sortie de crise. Une initiative qui, dit-il, intervient dans un contexte de perte

totale de crédibilité des institutions. Plus aucune, dit-il, n'échappe à ce constat qu'il s'agisse, dit-il, de la justice où les robe noires se font humilier après avoir longtemps fait l'objet de pressions via les appels téléphoniques. Idem pour le Parlement qui, aux dires de Mokri, est devenu l'objet de moqueries depuis que même le président de cette institution piétine les textes réglementaires. Le gouvernement, dit-il, n'est pas en reste puisque, affirme le numéro un du MSP, ce sont les hommes d'affaires qui font du lobbying pour la nomination des ministres sans parler de la présidence, «une coquille vide» sans centre de décision ni de réflexion.



Ph. : Samir Sid.

**Rien, hormis la corruption, ne justifie, selon Mokri, que le pouvoir se retrouve en panne en temps d'aisance et en temps de crise.**

Pour Mokri, le pire qui soit arrivé sous le règne de Bouteflika, c'est la mise au pas des institutions. Et de se demander ce qui arrivera si l'Algérie se retrouve face à une crise majeure. Sans doute, répond-il, tout

le monde se tournera vers l'institution militaire qui, à ses dires, n'est pas habilitée à gérer ce genre de situation en l'absence d'instances en mesure d'encadrer la société. Rien, hormis la corruption, ne justifie,

selon Mokri, que le pouvoir se retrouve en panne en temps d'aisance et en temps de crise. Il n'est pas normal, affirme-t-il, que les Algériens soient réduits à retenir leur souffle à chaque fois que les prix du pétrole dégringolent. Pourtant, dit-il, en quinze années de règne de Bouteflika, les dépenses n'ont cessé d'augmenter. S'adressant au président de la République, Mokri estime que ce qui reste à dépenser en Algérie doit l'être pour le développement économique selon une vision claire. Un projet qui ne saurait se concrétiser, dit-il, sans un signal fort en direction de la transition démocratique. Ce n'est qu'à travers cette transition que le pouvoir rompra avec la corruption, estime Mokri en mettant en place un gouvernement de «compétences» issu d'élections libres chapeautées par une commission indépendante.

N. I.

**L'APN VOTE LE PROJET DE LOI DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

## Tayeb Louh surclasse les islamistes de l'Alliance verte

**Le coup de «force» engagé par les islamistes de l'Alliance verte au sein de l'Assemblée nationale, en boycottant les travaux de la plénière jeudi passé, n'a pas abouti au résultat escompté. Les parlementaires de la Chambre basse ont adopté à la majorité absolue le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.**

**Abder Bettache - Alger - (Le Soir)**

La séance du vote qui s'est déroulée en présence de 243 députés et 68 procurations, a été boycottée par les députés des deux groupes parlementaires, à savoir ceux du Parti des travailleurs (PT) et des islamistes de l'Alliance verte (l'AAV), au motif d'entorses faites au règlement intérieur de l'APN. Or, selon des sources proches du projet, «la tentative des députés islamistes de l'Alliance verte, voire le travail de coulisses engagé depuis que le projet a été présenté au bureau de l'Assemblée nationale, avait pour principal objectif de ramener le ministre de la Justice à retirer le projet en question ou dans

le cas contraire à remédier à un grand nombre de ces articles, notamment les articles 3 et 18». Ainsi, l'article 3 stipule que «toute personne qui fournirait des fonds en sachant qu'ils seront utilisés par un terroriste ou une organisation terroriste» est sous le coup de la loi, «indépendamment de l'existence d'un lien entre le financement et un acte terroriste précis» ou que «l'acte terroriste se produise ou non, ou que les fonds aient été ou non utilisés pour commettre cet acte». Autrement dit, le projet voté dans sa version initiale, stipule selon la même source, «qu'une personne qui paierait une rançon d'un membre de sa famille, pris en otage tombe sous le coup de la

nouvelle loi». L'article 18, quant à lui, élimine toute notion de durée limitée du gel et/ou saisie des fonds de présumés terroristes. Initialement d'une durée d'un mois renouvelable, le projet de loi tel que rédigé, prévoit que le gel et/ou saisie «produit ses effets jusqu'à ce que la juridiction pénale saisie de la procédure ordonne sa levée.» La durée du gel et/ou saisie des fonds et biens est donc indéterminée. Dans son intervention à l'issue de l'adoption du projet de loi, M. Louh a souligné que ce texte venait «renforcer l'arsenal juridique et l'adapter aux normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», qualifiant cette loi de «nouveau jalon» qui consolide la législation algérienne en la matière. M. Louh a indiqué que l'Algérie «a toujours mis en garde, à travers les tribunes internationales, contre les risques qui pèsent, du fait du terrorisme, sur la sécurité des Etats aux plans interne et externe. «Notre pays a été parmi les premiers à

adhérer aux chartes internationales et régionales sur la lutte contre le financement du terrorisme et a toujours honoré ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale en faveur de tout effort visant l'éradication de ce fléau et ses effets néfastes», a-t-il rappelé. Pour le ministre, ce projet «vient conforter la position de l'Algérie dans ce sens et réaffirmer ses engagements exprimés à maintes reprises concernant la lutte contre le terrorisme et le tarissement de ses sources de financement». Ce texte qui «propose une définition précise et exhaustive du crime de financement du terrorisme vient également adapter le système législatif national et réaffirmer les engagements internationaux». Au sens du nouveau texte, «le financement du terrorisme est considéré comme étant un crime que l'opération soit ou non liée à un acte terroriste», a expliqué M. Louh. La loi adoptée vient par ailleurs, selon le ministre, combler le vide juridique relatif à la définition des instances nationales chargées

de promulguer les décisions relatives au gel et à la saisie des fonds des terroristes. En définissant ces instances, l'Algérie se sera conformée à l'article 7 de la Charte des Nations-Unies, a-t-il encore fait savoir.

Outre l'introduction de nouvelles lois sur la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, le texte propose l'élargissement de la compétence des tribunaux lorsqu'il s'agit d'actes terroristes visant les intérêts de l'Algérie à l'étranger ou lorsque la victime est de nationalité algérienne, a indiqué le ministre. «L'Algérie a été parmi les premiers États à avoir proposé la criminalisation du paiement de la rançon, notamment dans le cadre de ce projet de loi», a-t-il rappelé.

Et d'ajouter : «Aujourd'hui, nous avançons réellement dans le processus de consolidation des efforts de l'Etat en matière de lutte contre les crimes dangereux, dont le blanchiment d'argent».

A. B.

**APRÈS L'ACCORD DU FLN ET L'«APPROBATION» DE BOUTEFLIKA**

## L'opposition se «ravisera-t-elle» à l'égard de l'initiative du FFS ?

**Appui de taille que celui dont vient de bénéficier le FFS pour son projet de conférence portant reconstruction du consensus national.**

**M. Kebci-Alger (Le Soir)** - En effet, le FLN, qui fait figure de «vitrine» principale du pouvoir, a signifié sa participation à ce rendez-vous auquel le doyen des partis de l'opposition tient. Ammar Saâdani, qui recevait, ce jeudi, une délégation du FFS dans le sillage du second round des concertations avec la classe politique, les acteurs associatifs et syndicaux et les personnalités nationales, a signifié l'«acceptation» du Front à participer à cette conférence, une participation qui devait être, selon lui, «efficace et s'inscrire dans l'intérêt du pays».

Seulement, le quitus de Saâdani qui, soit dit en passant, a tenu à faire savoir que le président de la République «approuve» cette initiative du FFS, est assorti d'un

préalable de poids, la «légitimité des institutions, toutes les institutions présidence, APN, APW et APC», précisera-t-il non sans avoir remercié le FFS d'y avoir «souscrit».

Ce quitus du FLN et l'approbation supposée d'El-Mouradia aideront-ils le FFS à faire rallier à sa cause les récalcitrants parmi des partis et des personnalités de poids, qui, à des nuances près, considèrent la démarche comme s'adressant beaucoup plus au pouvoir qu'à l'opposition ? Car, pour le reste de la classe politique ou des organisations émergeant à la périphérie du pouvoir, il ne faut surtout pas s'étonner d'un prochain défilement de déclarations de participation à cette conférence, maintenant que le

FLN a donné le ton. Pas aussi évident que cela puisse paraître, cette même opposition unie comme jamais autour d'un «smig», veut désormais du «concret». Et ce ne sont certainement pas les «conditions» du FLN, par ailleurs «avalisées» par le FFS, lui qui, pourtant, ne cesse d'insister que son initiative se veut «sans préalables», qui stimuleront le RCD, le MSP, Nahda, Jil Jadid, FJD ou encore Benbitour et Benflis à renoncer à leur refus et à se raviser. Car le préalable sur lequel Saâdani a insisté depuis la toute première rencontre avec la direction du FFS le 21 octobre dernier et qu'il vient, d'ailleurs, de ressasser ce jeudi, touche justement au nœud de la problématique posée par l'opposition. Une légitimité dont la remise en cause depuis les législatives controversées du 10 mai 2012 mais surtout depuis la dernière élection présidentielle, est,

d'ailleurs, à l'origine de cette alliance inédite de l'opposition dont les acteurs ont, pour une fois, fait abstraction de leurs bords idéologiques pour se retrouver autour de l'essentiel : des règles à même de permettre un libre exercice politique où toutes les libertés sont garanties.

Autre point qui ne sera pas de nature à voir l'opposition revenir à la «raison» : le projet de révision de la Constitution qui, selon toujours le patron du FLN, sera entre autres des points à l'ordre du jour de cette conférence du FFS. Car il s'agit là d'un point que l'opposition réservée par rapport à ce mot d'ordre de consensus national considère comme subsidiaire, elle qui estime que l'urgence est ailleurs.

Mais il y a surtout le fait que Saâdani, toujours contesté par de larges pans du FLN, voire pas en odeur de sainteté en haut lieu, n'est pas perçu comme la «voix autori-

sée» du «pouvoir réel», comme le décrit l'opposition. Surtout qu'avec la convalescence prolongée du Président, beaucoup de voix, notamment celle du patron du FLN, se plaisent à «ronronner» en son nom. Sa dernière sortie remontant à une vingtaine de jours de cela, évoquant un «imminent» remaniement de l'Exécutif qui se fait désirer, atteste amplement de cette prudence de l'opposition qui se voit rajouter, ainsi, de «l'eau à son moulin».

«Il n'y a rien à écrire sur la page blanche du FFS, le FLN l'ayant totalement remplie de ses préalables», ironisera le président de Jil Jadid. Pour Soufiane Djillali, la sortie de Saâdani de ce jeudi «conforte l'opposition dans son refus de prendre part à la rencontre qui ne fait que gagner du temps au pouvoir pour se sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve.

M. K.